



HAL
open science

Mettre en culture les publics des sciences ?

Philippe Chavot, Anne Masseran

► **To cite this version:**

Philippe Chavot, Anne Masseran. Mettre en culture les publics des sciences ?. Philippe Chavot, Anne Masseran. Les cultures des sciences en Europe (2). Dispositifs, publics, acteurs, institutions, 25, Presses Universitaires de Nancy, pp.7-18, 2015, Coll. Questions de communication - série actes, 2814302167. hal-01248996

HAL Id: hal-01248996

<https://hal.science/hal-01248996v1>

Submitted on 15 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

> PRÉSENTATION

PHILIPPE CHAVOT

Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication
Université de Strasbourg F-67000
philippe.chavot@unistra.fr

ANNE MASSERAN

Centre de recherche sur les médiations
Université de Strasbourg
Université de Lorraine F-57006
masseran@unistra.fr

METTRE EN CULTURE LES PUBLICS DES SCIENCES ?

Ce deuxième volume clôt provisoirement un projet qui s'est matérialisé par la publication d'un numéro spécial de la revue *Questions de communication* (Chavot, Masseran, 2010), l'organisation d'un colloque en deux volets ainsi que sa publication sous forme d'actes (Masseran, Chavot, 2013)¹. Nous désirons ainsi susciter discussions et réflexions autour des questions de la communication et mise en culture des sciences et des techniques.

Le slogan « mettre la science en culture » engage une représentation particulière des publics ainsi que de la science. Les textes publiés dans le premier volume des actes du colloque *Les cultures des sciences en Europe* questionnaient cette approche en s'intéressant à la mise en scène de la science, à l'hybridation des savoirs ainsi qu'aux dispositifs incitant les publics à « participer ». Les textes réunis dans le présent volume tentent de concevoir la question des cultures des sciences sous l'angle des publics : quelles sont les dimensions institutionnelles et

¹ Pour une présentation des deux volets du colloque et les résumés des communications (accès : <http://culturesdessciences.fr>; consulté le 14/09/13).

les logiques d'acteurs qui colorent les actions de culture scientifique et technique (CST) ? Comment les publics se conçoivent-ils eux-mêmes comme acteurs ? Et, finalement, car telle est la question qui traverse l'ensemble des contributions de cet ouvrage, comme le public est-il « mis en culture » ? Quels sont les devoirs qui lui sont assignés ? Que devrait-il apprendre, savoir, comprendre, faire ? Les publics eux-mêmes sont-ils consultés quant à ces nouveaux « devoirs » ?

Les approches privilégiées ici ne peuvent être que parcellaires, elles se focalisent sur certaines dimensions de la CST et de ses évolutions. Ainsi plusieurs textes présentés reflètent-ils des tendances qui se sont imposées récemment en matière de médiation scientifique, par exemple, la façon dont les institutions tirent parti des dispositifs numériques, ou encore l'essor des approches participatives. Cependant, ils ne rendent pas compte de l'ensemble des reconfigurations actuelles du paysage de la CST et de la médiation scientifique en France et en Europe. À travers cette introduction, nous tentons de dresser un panorama certes superficiel mais plus général de ces évolutions.

Depuis le début des années 2000, de nouvelles lignes politiques se sont imposées. Au niveau européen tout d'abord, le passage affiché du *Public understanding of science* (PUS) au *Public engagement with science* (PES) (Felt, 2010) a induit la mise en place de dispositifs participatifs, avec la généralisation à plusieurs pays européens de « débats publics » ou d'actions de médiation privilégiant un mode *two-ways*², pour reprendre l'intitulé d'un des programmes soutenu par la Commission européenne. Tout se passe comme si, aux yeux de la Commission européenne (CE), la distance séparant la science des citoyens pouvait se réduire sous l'action de l'interaction, de l'échange, du dialogue. Ainsi la méfiance – supposée³ – dont le public ferait preuve à l'encontre de la science ou de certaines options technoscientifiques pourrait-elle s'effacer si les scientifiques et les institutions ouvraient leurs portes et leur esprit. Nombre de pays européens ont désormais organisé des conférences de consensus ou mis en place un ensemble de débats publics sur des sujets plus ou moins controversés, tels les organismes génétiquement modifiés (OGM), les nanotechnologies, ou le nucléaire. Toutefois, force est de constater que loin de résoudre le problème de l'acceptabilité, ces initiatives participatives ont plutôt eu pour effet de le déplacer. De fait, parallèlement aux controverses autour des innovations technoscientifiques, la pertinence ainsi que la forme imposée du débat sont remises en cause dans l'espace public : s'agit-il d'un « vrai » débat auquel le citoyen peut effectivement contribuer et être entendu, ou bien d'un « simulacre » servant essentiellement à convaincre le citoyen de la portée de projets scientifiques, les décisions étant déjà prises (Irwin, 2010) ? En outre, le parti pris dialogal n'efface pas une approche linéaire de la communication fondée sur le modèle du déficit (Chavot, Masseran, 2010). En effet, aux yeux de l'institution et de nombreux acteurs de la médiation

² Accès : <http://www.twoways.eu/Web/Home/>, consulté le 14/09/13.

³ Les analystes parlent de la distance attestée par les résultats des eurobaromètres ou sondages.

scientifique, le dialogue ne peut s'installer que si le citoyen est pleinement informé des tenants et des aboutissants d'une option technoscientifique, d'où un investissement très important dans des actions de communication. Quant aux dispositifs interactifs, ils sont souvent mobilisés pour transformer, *via* l'appel à l'engagement, l'image de la science ou de l'institution scientifique auprès de publics cibles (la dernière déclinaison en date visant souvent les jeunes filles, dont l'institution se rappelle opportunément l'existence au moment où elle diagnostique une « crise des vocations scientifiques » en Europe). Ce reciblage donne lieu à des dispositifs improbables, ainsi la plateforme mise en place par la CE pour conduire les « filles » vers les carrières scientifiques.



Figure 1. Images extraites de la vidéo *Science is a girl thing!* (« *La science, c'est pour les filles!* »), commandée par la CE en 2012⁴.

En France, dès le début des années 80, des dispositions ont été prises pour mettre la science en débat, cependant l'accès à ce débat a longtemps été réservé aux experts. La création de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPCST) et de différents comités d'éthique ouvraient un espace de discussion au sein des instances parlementaires et des cercles de spécialistes. Ces initiatives se poursuivent actuellement avec les créations plus récentes de l'Académie des technologies (2000), et de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie (OPECST) en 2007. Ce n'est qu'avec la création de la Commission nationale du débat public en 1995 que les citoyens sont appelés, au côté des différentes parties prenantes, à débattre des options

⁴ À l'origine, cette vidéo figurait sur le site dédié de l'Union européenne (accès : <http://science-girl-thing.eu/fr/>), mais suite à de nombreuses critiques mettant en cause le caractère méprisant du stéréotype « filles / rouge à lèvres / talon aiguille », elle a été retirée. On peut toutefois la retrouver en ligne, par exemple (accès : <http://www.youtube.com/watch?v=g032MPsJfA&hd=1>, consulté le 17/09/13).

technoscientifiques. Pour les raisons évoquées plus haut, ce dispositif demeure très controversé : soit le débat est « boudé » par le public, soit il suscite des réactions hostiles comme ce fut le cas pour le débat sur les nanotechnologies en 2009-2010 et comme en témoigne l'échec du débat entourant le devenir des déchets nucléaires en Meuse et Haute-Marne en 2013. Les réunions publiques n'ont tout simplement pas pu se tenir, car elles se sont confrontées à l'hostilité de militants qui s'opposent non seulement à l'enfouissement des déchets mais aussi au dispositif institutionnel de débat⁵.

De fait, les actions de communication, de médiation et d'éducation à la science bénéficient en France d'un soutien important. Elles sont même renforcées en réaction à ces manifestations critiques. Par ailleurs, les investissements d'avenir initiés en 2011 sont censés contribuer à une reconfiguration importante des actions de CST. Une enveloppe conséquente (près de 100 millions d'euros), répartie sur une douzaine de projets, doit permettre de pallier les problèmes structurels dont souffre ce champ, de faciliter le partage de compétences, et d'élaborer des contenus et des dispositifs innovants. Si l'on s'en tient aux différents textes présentant les projets lauréats, l'enjeu est de taille : rétablir la confiance, conduire les jeunes publics à choisir des carrières scientifiques, réduire la fracture sociale...

Ce soutien institutionnel conforte les évolutions qui marquent le champ depuis le milieu des années 2000. Ainsi, la Cité des sciences et de l'industrie, devenue Universcience en 2009, dans le mouvement de son rapprochement avec le Palais de la découverte, est renforcée dans son rôle d'agence de moyens, de coordinateur et d'animateur du champ de la CST. *Via* le projet ESTIM (« Initiative pour l'égalité d'accès aux sciences, aux technologies, à l'innovation et au multimédia »⁶), retenu dans le cadre des investissements d'avenir, Universcience est ainsi appelé à jouer un rôle central dans la gouvernance de la CST, la formation des médiateurs et la mutualisation des ressources. La partition entre « pôle national de référence » (Universcience) et « pôles régionaux de référence », où sont regroupés les différents acteurs locaux, semble désormais placer la dynamique de la CST provinciale sous la tutelle de la structure parisienne. Le tout est entériné par l'organisation régulière d'assises et de forum de la CST orchestrés par Universcience et par la création du Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle (CNCSTI), en mars 2012⁷.

⁵ Pour le détail, voir le site de la Commission particulière du débat public Cigéo (accès : <http://www.debatpublic-cigeo.org/>, consulté le 15/09/13).

⁶ Pour une description du projet voir, par exemple : <http://www.cite-sciences.fr/pnr/4-Plaquette-ESTIM.pdf> (consulté le 15/09/13).

⁷ La même personne, C. Haigneré, est à la fois présidente d'Universcience et du CNCSTI. L'une des missions principales de ce conseil est d'épauler Universcience dans son travail de gouvernance. Pour plus de précisions, voir : <http://investissement-avenir.gouvernement.fr/content/installation-du-conseil-national-de-la-culture-scientifique-technique-et-industrielle> (consulté le 15/09/13).

De plus, les dotations issues des investissements d'avenir renforcent les orientations privilégiant le numérique, l'interactivité et le fonctionnement par projet. Ainsi l'État soutient-il, *via* le projet Inmédiats (« Innovation-médiation-territoires »)⁸, six centres de science dans leur volonté de développer des *serious games*, des *fab labs* et des *living labs* destinées aux 15-25 ans⁹. Enfin, fait nouveau, l'accent est mis également sur l'accompagnement à la formation aux sciences dans et hors les murs de l'école avec le financement de huit projets dans lesquels l'éducation aux sciences occupe une place importante¹⁰. L'un des projets phares, piloté par l'Académie des sciences et la fondation La main à la pâte, est une création de « Maisons régionales pour la science et la technologie au service des professeurs ». En parallèle, le rôle de plusieurs associations est encouragé. Ainsi Les petits débrouillards mettent-ils en place le projet « Jeunesse, innovation et cohésion sociale » (JIX), ou encore Planète sciences développe-t-elle les projets « Astronomie vers tous » et « Sur la route des sciences ».

En résumé, les investissements d'avenir confirment une restructuration du domaine en renforçant, d'une part, le centralisme institué depuis la réforme issue du rapport Hamelin (2003) préconisant la fusion de la Cité des sciences et du Palais de la découverte et la création d'une agence de moyens et, d'autre part, les options privilégiant le numérique dans la mise en place des projets. De nouveaux dispositifs éducatifs voient le jour, mais les médias traditionnels ainsi que les actions privilégiant une approche dialogale demeurent les parents pauvres de cette réforme.

Démocratiser les sciences : quels savoirs, quelles expertises ?

Les textes présentés dans ce volume approfondissent l'un ou l'autre aspect des transformations de la CST en France et en Europe. Ils sont organisés suivant trois grandes lignes directrices. D'abord, il s'agit d'interroger, d'un point de vue théorique autant que sur le plan pratique, ce que démocratiser les sciences veut dire. Et notamment, quels sont les savoirs mobilisés pour ce faire ? Les

⁸ Le projet Inmédiats a reçu une dotation de 30 millions d'euro sur cinq ans. Pour une bonne vision de l'ampleur du projet voir : <http://inmediats.fr/le-programme/> (consulté le 15/09/13).

⁹ Un *living lab* regroupe différents acteurs (scientifiques, entrepreneurs, associations, consommateurs, usagers...) dans l'objectif de tester « grandeur nature » des services, des outils ou des usages nouveaux ; un *fab lab* (pour *fabrication laboratory*) désigne un lieu ouvert où un ensemble d'outils est mis à disposition du public pour qu'il s'engage dans la conception et la fabrication d'objets.

¹⁰ La formulation de l'appel à projets « Développement de la culture scientifique et technique et l'égalité des chances », dans le cadre des Investissements d'avenir, est lui-même résolument orienté vers l'éducation. Trois lignes y sont privilégiées : 1) soutenir une évolution dans la présentation et l'enseignement des sciences et techniques fondée sur une démarche d'investigation laissant plus de place à l'autonomie des jeunes, à leur créativité, à l'observation, à l'expérimentation et au questionnement ; 2) donner une impulsion à la culture scientifique et technique sur le territoire ; 3) soutenir des initiatives favorisant l'égalité des chances. La seconde ligne est la mieux dotée.

acteurs tiennent-ils compte des expertises citoyennes, ou, plus prosaïquement, considèrent-ils que l'expertise scientifique leur est supérieure et doit servir de préliminaire et de cadre ?

Que disent les discours institutionnels lorsqu'il s'agit de décrire ou de favoriser la démocratisation des sciences ? Analysant cinquante sites institutionnels français et britanniques affichant une volonté de démocratisation des sciences, Melissa Lieutenant-Gosselin met en évidence les limites de cet affichage. En effet, lorsqu'il s'agit de qualifier pratiquement la démocratisation, les institutions emploient une caractérisation beaucoup plus proche du modèle du déficit que de celui de la participation : le public doit « apprendre », « s'informer », bref, la démocratisation ainsi comprise reviendrait plutôt à favoriser l'acceptation sociale des innovations technoscientifiques qu'à entamer un dialogue avec les citoyens. À rebours de cette position institutionnelle, certaines expériences montrent que le dialogue est non seulement possible, mais surtout qu'il permet de co-construire des significations. Ainsi Irina Moglan, Agnès Alessandrin et Anne-Marie Houdebine font-elles part d'une expérience conduite à l'aide de forums hybrides engageant des panels de consommateurs. À l'issue du parcours qui met en présence chercheurs, consommateurs et professionnels de la filière agroalimentaire, c'est bien une éthique commune qui émerge, appuyée sur les significations que les uns et les autres confèrent aux objets rencontrés. C'est du côté des enseignements issus de la communication interpersonnelle qu'Agnès d'Arripe et Cédric Routier vont puiser pour analyser l'hybridation des savoirs qui se réalise lorsque des chercheurs prennent au sérieux la nécessaire rencontre avec les différents professionnels en charge du handicap. Dans le domaine culturel, cette fois, la (re)découverte d'un lieu de vie, scénarisé et théâtralisé, permet à Florence Rudolf d'argumenter en faveur d'un urbanisme participatif. Qu'il s'agisse du domaine agroalimentaire, de celui des professions relatives au handicap ou encore de la culture, il est à souligner que les chercheurs sont immergés dans l'environnement même qu'ils explorent, au même titre que les citoyens, considérés comme acteurs. Il en va très différemment dans la situation décrite par Sylvie Bresson-Gillet qui dénonce l'absence d'articulation entre un dispositif consultatif et celui de la prise de décision. Décrivant le cas du débat organisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) autour du réacteur nucléaire expérimental de nouvelle génération ITER (*International Thermonuclear Experimental Reactor*) en Provence, elle en tire la conclusion qu'il s'agit d'un outil d'instauration d'une forme de consensus plutôt que d'un dispositif favorisant la démocratisation des choix technoscientifiques.

Cultiver les sciences *via* les médias

La deuxième ligne directrice organisant cet ouvrage passe par les médias. Dès les années 80, Dorothy Nelkin (1987) montrait que la télévision, notamment, conduisait la science dans le salon des spectateurs. La donne n'a guère changé

depuis : les médias de masse représentent toujours la porte d'accès principale vers les sciences et les technologies. Dans ce cadre, il convient de s'interroger sur la façon dont ils organisent les contenus, façonnent des narrations cohérentes qui « parlent » aux publics. La logique éditoriale du média ainsi que le genre – documentaire, docu-fiction, reportage, sujet de journal télévisé... – affectent évidemment la forme de la narration. Cependant, d'autres facteurs sont à prendre en compte : actualité du sujet, influence du contexte social et politique, pressions exercées par divers acteurs – « cellules médias », institutions, scientifiques. Comment les médias participent-ils à la mise en culture de la science ?

S'intéressant aux récits télévisuels portant sur les greffes de mains et de visages Anne Masseran et Philippe Chavot montrent que la mise en scène alliant la spectacularisation à un appel fort à l'émotionnel représente un dispositif qui suggère une vision particulière de la médecine : en intervenant sur le corps, elle restaure des fonctions physiques tout en s'assignant une nouvelle mission, faciliter les conditions sociales de la vie des patients. Ce faisant, un stéréotype du « bon patient » est diffusé et – censément – reçu par un grand public dont on attend un comportement exemplaire. Pascal Robert choisit une double perspective sémiotique et sociologique pour analyser le travail de médiation réalisé par les revues d'informatique destinées au grand public. Ces revues contribuent-elles à la constitution d'une culture technique au sens où elles donneraient les moyens au lecteur de penser l'informatique ? Permettent-elles de problématiser les enjeux politiques et sociétaux qui lui sont associés ? La forme épurée conférée ici aux artefacts techniques conduirait plutôt à penser que leur rôle se limite à la construction d'une culture pratique. Dans un tout autre domaine, Elisabeth Bacon nous convie à suivre une archéologie de la découverte et de la vulgarisation des effets secondaires d'une molécule médicamenteuse largement prescrite, les benzodiazépines. D'abord considérés comme bénéfiques, ces effets secondaires amnésiants sont devenus « maléfiques » lorsqu'ils ont conduit à des actes criminels. L'auteure montre que des intérêts très différents – ceux des scientifiques, des médecins, des journalistes – agissent sur la mise en récit présentant cette double face des benzodiazépines.

Enfin, cette deuxième partie de l'ouvrage abordera des questions plus historiques. Comment la collaboration entre cinéma et science a-t-elle été pensée dans les années 30, alors même que Jean Perrin glorifiait les liens entre art et science ? Le cinéma devient alors un dispositif de diffusion par excellence de la vulgarisation. Florence Riou met en évidence l'implication des scientifiques dans ce mouvement qui lie culture et savoir scientifique. Guillaume Carnino s'intéresse quant à lui à un moment particulier de l'histoire de la vulgarisation scientifique, lorsque, durant le second XIX^e siècle, l'essor de la presse entraîne mécaniquement un essor des journaux de vulgarisation. Ces derniers cherchent à mettre à portée de tous, en les transposant dans le quotidien des lecteurs, des savoirs savants. Cette évolution trouvera ses limites dans le scientisme qu'elle impose et qui sera ardemment dénoncé par Gustave Flaubert dans son *Bouvard et Pécuchet*.

Les nouveaux devoirs des publics : interagir, participer, s'engager ?

Dans une troisième partie, il convient de s'intéresser frontalement à la question des devoirs qui sont assignés aux publics : les promoteurs de la culture des sciences ont manifestement des attentes face aux rôles que devraient endosser les publics. Quels sont les devoirs que ces acteurs assignent aux citoyens ? Ces devoirs sont-ils renouvelés, étendus, reformés en vertu de la « nouveauté » des dispositifs internet ou interactifs ?

Les médias participatifs instaurent une relation particulière entre journalistes et publics-experts. Comment les journalistes se saisissent-ils de ces nouvelles plateformes où l'information pourrait être co-construite *via* la mobilisation de savoirs provenant de contributeurs variés ? Les résultats de l'enquête que Marc Bassoni a conduite auprès des journalistes scientifiques montrent que les « vieilles » pratiques demeurent à l'âge du web 2.0 : même si les blogs et les sites web constituent désormais une « source » à part entière, les journalistes rechignent à s'engager pleinement dans un travail collaboratif avec les citoyens. En s'intéressant à un média particulier, le journal en ligne *Rue89*, qui convoque une pluralité des contributions, Aurélie Tavernier constate aussi que la dualité journaliste/public demeure vivace et que l'avènement de ces nouveaux médias n'ouvre pas sur une « defrontiérisation » des contributions.

Depuis une quinzaine d'années, les expositions et autres musées des sciences et des techniques connaissent des transformations de fond. Il s'agit non seulement de rendre des savoirs accessibles au plus grand nombre, mais de plus, d'impliquer, d'immerger les publics dans une mise en scène. Le but affiché est de conduire ces derniers à « participer », de les rendre acteurs de leur visite. Cependant, comment est vécue cette expérience du côté des publics ? Trois contributions explorent cette question de manière multidimensionnelle. Comment les visiteurs reçoivent-ils une exposition mêlant science et art ? Ou, plus précisément, quels sont les facteurs qui influencent cette réception ? En prenant l'exemple d'une exposition sur la radioprotection, Boris Urbas met en évidence l'importance des acquis pré-visite dans l'appréhension publique. La familiarité avec l'art devient ici aussi importante dans la réception que l'objet scientifique présenté. Autre question : les musées des sciences et les centres de culture scientifique, fort d'un public enfant toujours renouvelé, recherchent l'interactivité *via* le caractère ludique de la visite. Mais comment les enfants reçoivent-ils ces « jeux » ? Et qu'en retirent-ils ? Daniel Schmitt montre qu'il s'agit moins, pour les jeunes visiteurs, d'apprendre que de comprendre, tout en prenant acte de la multiplicité de ces compréhensions. Ainsi les enfants explorent-ils les dispositifs en recherchant des solutions qu'ils identifient moins aux sciences qu'à l'aspect ludique de leur propre découverte. Lorsque l'exposition fait directement appel à la mobilisation pratique des visiteurs, il semblerait que les mises en sens publiques des technologies et de leurs usages soient plus diverses. Ainsi, prenant pour cas d'étude une exposition

incitant un public constitué de jeunes adultes à réaliser des vidéos, Marie Cambone donne-t-elle à voir que le contexte des technologies et leur dimension éthique sont mieux pris en compte lors de la réception.

Ce volume se clôt sur deux notes se rapportant à des sujets connexes, qui réfèrent à deux posters présentés lors du colloque de Strasbourg. Ainsi le travail de médiation des *living labs* est-il présenté à l'exemple de la territorialité et de ses acteurs. Nous suivons ensuite les développements de la culture scientifique en Croatie.

Mettre en culture les publics, pour quoi faire ?

Ce volume n'est évidemment que partiel, mais il est vain de penser que le sujet soit épuisable en quelques centaines de pages. Car si les sciences évoluent sans cesse, les relations entre culture des sciences et citoyens devraient également changer. Et, en effet, nombre de contributions présentées dans ce volume montrent qu'il est possible de dépasser la notion de public pour concevoir le citoyen comme un partenaire dans la culture des sciences. Toutefois, il faut souligner que ce parti pris n'est pas partagé par tous, ni en tout domaine. Ainsi, dès lors que les sciences ou techniques évoquées sont lourdes de conséquences tant sur le plan politique qu'économique, le citoyen est-il souvent traité dans la droite ligne du modèle du déficit : il est considéré comme un ignorant qu'il s'agirait d'éduquer. De plus, la culture des sciences est souvent mise en place en réaction à une « crise » : le cas des OGM, refusés par une grande partie des citoyens, constitue l'une des meilleures illustrations de ce phénomène. La culture des sciences se met alors « au service » d'une illusoire restauration de la confiance citoyenne.

De fait, il ne suffit pas de dire que le citoyen est un acteur et qu'il doit participer – surtout lorsqu'il refuse des choix technoscientifiques –, il faut également le traiter comme tel. Or on a parfois l'impression que, au-delà des discours, les promoteurs de la culture des sciences ne reconnaissent aux citoyens ni capacité d'analyse, ni expertise, ni le fait qu'ils savent – évidemment – produire des arguments pertinents. Or, si comme le souligne Niko Stehr (1994), nous vivons depuis les années 90 dans une société du savoir (*knowledge society*), où les savoirs seraient distribués de manière de plus en plus égalitaire, cette « fixation » de la culture des sciences sur le modèle du déficit est contradictoire, voire absurde.

Cependant, abandonner le modèle du déficit aurait de nombreuses conséquences, qui ouvrent sur des abîmes de complexité. Il n'est pas sûr que les politiques – nationaux et européens –, les scientifiques et les médiateurs soient prêts à affronter les défis ouverts par une véritable prise en compte des citoyens.

Ainsi est-il intéressant de constater que le cadrage d'Horizon 2020, le programme cadre européen, inscrit une nouvelle dimension dans la relation

science-société : après avoir insisté sur la relation binaire – « Science et société » (6^e programme cadre de recherche et de développement – PCRD) –, puis sur une relation intégrative – « Science en société » (7^e PCRD) –, le nouveau programme cadre affirme que la science sera mise au service de la société (c'est-à-dire des citoyens) : on parle désormais de « Science avec et pour la société ». Cependant, au-delà de ce titre, le nouveau cadrage ne renouvelle pas la relation entre science et citoyens : les mêmes représentations et les mêmes hiérarchies de valeurs continuent de l'animer. En premier lieu, le postulat d'une science « attractive » reste central. Les cibles sont encore et toujours les jeunes et plus particulièrement les filles, qui devraient rejoindre les professions scientifiques. Dans ce cadre, la mission de la culture des sciences est de « faire briller » les métiers scientifiques, de leur donner une apparence ludique, voire « sexy » (voir *supra*). N'est-ce pas oublier que le choix d'une profession, qu'elle soit scientifique ou non, repose à la fois sur l'intérêt qu'elle peut représenter et sur sa capacité à « faire vivre » celui qui l'exerce ? Une image peut-être moins jolie de la science, mais plus réelle, rendrait la communication envers les jeunes plus honnête (Felt, Fochler, 2013). En outre, une revalorisation, symbolique mais aussi financière, des métiers scientifiques serait sans doute plus efficace pour conduire les jeunes à embrasser de telles carrières.

Aussi les textes européens persistent-ils à insister sur « l'engagement des citoyens avec les sciences ». L'inscription dans la durée des controverses contemporaines portant sur certains choix technoscientifiques (OGM, nucléaire, nanotechnologies, etc.) explique la permanence de cette mission attribuée à la culture des sciences depuis le milieu des années 90. Toutefois, si l'on se place du point de vue du citoyen, quelle peut être l'utilité de cet engagement ? S'impliquer dans un débat, un forum, une conférence de citoyens appelle un investissement important en termes de temps, de réflexion, d'apprentissage, etc. Mais que pourra en retirer le citoyen ? Une simple information, de la culture générale ? Ou alors, l'institution est-elle prête à entendre et à prendre en compte la voix du citoyen dans les décisions ? Or, pour que la culture des sciences puisse être prise au sérieux dans le cadre des controverses publiques autour des innovations technoscientifiques, il est nécessaire que la sphère des choix politiques en matière d'orientation technoscientifique transforme sa relations aux citoyens. Elle devrait considérer que leurs voix comptent réellement dans l'élaboration des décisions. Ainsi, dans ces contextes, la culture scientifique seule ne suffit-elle pas : il s'agit surtout et avant tout de donner une place dans l'arsenal décisionnel et juridique aux choix citoyens.

Les colloques *Les cultures des sciences en Europe* et la publication des deux volumes d'actes ont bénéficié du soutien du Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (LISEC), du Centre de recherche sur les médiations (CREM), des universités de Strasbourg et de Lorraine, de la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme d'Alsace, des villes de Strasbourg et de Nancy, des régions Alsace et Lorraine, du Jardin des sciences de

Strasbourg et du réseau Hubert Curien Lorraine. Cette mobilisation universitaire, professionnelle et institutionnelle témoigne de la centralité des questions liées à la culture des sciences dans les préoccupations des lieux de savoir et des collectivités territoriales.

Références

- Chavot P., Masseran A., dirs, 2010, « Les cultures des sciences en Europe », *Questions de communication*, 17.
- Felt U., 2010, « Vers la construction d'un public européen ? Continuités et ruptures dans le discours politique sur les cultures scientifiques et techniques », *Questions de communication*, 17, pp. 33-58.
- Felt U., Fochler M., 2013, « What Science Stories do : Rethinking the Multiple Consequences of Intensified Science Communication », pp. 75-90, in : Baranger P., Schiele B., eds, *Science Communication Today. International perspectives, Issues and Strategies*, Paris, CNRS Éd.
- Hamelin E., 2003, *Développement et diffusion de la culture scientifique et technique : un enjeu national*, Paris, Documentation française, 2004.
- Irwin A., 2010, « Se confronter à l'engagement : discussion autour de trois perspectives critiques », *Questions de communication*, 17, pp. 107-128.
- Masseran A., Chavot P., eds, 2013, *Les cultures des sciences en Europe (1). Dispositifs en pratique*, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine.
- Nelkin D., 1987, *Selling Science. How the Press Covers Science and Technology*, New York, Freeman and company, 1995.
- Stehr N., 1994, *Knowledge Societies*, Londres, Sage.